

LOBBYING

La microélectronique européenne tente d'obtenir plus de moyens pour sa R&D

Les industriels de la microélectronique consultés par la Commission pour l'élaboration du 7^e Programme-cadre (2006-2010) réclament une action de l'Europe plus ambitieuse, tout en conservant la réactivité de Medea+ offerte par Eureka.

Pour la première fois depuis sa création, le Forum Medea+, programme Eureka consacré à la microélectronique, qui s'est tenu les 23 et 24 novembre derniers, à Paris, a été inauguré par un haut responsable politique du pays organisateur de cette manifestation. Le ministre délégué à l'Industrie, Patrick Devedjian, a en effet voulu montrer que les pouvoirs publics français apportent un intérêt particulier au secteur, et témoigner de l'engagement du gouvernement à relayer la demande des industriels en faveur d'un programme européen global dans le domaine de la microélectronique. «Au moment où le 7^e PCRD [Programme-cadre de R&D européen] se prépare, il faut saisir les ouvertures offertes par la Commission. L'effort de coordination [entre ce programme et Medea+] ne doit [toutefois] pas se faire au détriment de la souplesse de fonctionnement permise par l'approche "bottom-up" de ce dernier»^(*), a déclaré le ministre. Il a par ailleurs rappelé l'effort du gouvernement dans le cadre des futurs pôles de



«Au moment où le 7^e Programme-cadre de R&D se prépare, il faut saisir les ouvertures offertes par la Commission», a déclaré Patrick Devedjian, ministre délégué à l'Industrie, lors du Forum Medea+.

compétitivité (associant industriels, centres de recherche et instituts de formation) qui bénéficieront d'aides fiscales et sociales, et dont l'ambition devra être internationale, tout en soulignant que «Crolles est l'inspirateur de ce nouveau dispositif».

3 milliards d'euros par an pour la R&D... 45 milliards pour l'agriculture
De leur côté, les industriels ne ménagent pas leurs efforts. La venue du ministre français au Forum Medea+ fait suite à une entrevue avec ce dernier conduite par des membres du conseil d'administration de Medea+, parmi lesquels figuraient Pasquale Pistorio, p-dg de STMicroelectronics et président de l'Eniac (European

Nanoelectronics Initiative Advisory Council), le groupe de travail sur la microélectronique constitué par la Commission européenne, Alain Duthel, vice-président du fabricant franco-italien de semi-conducteurs, Géraldine Capdeboscq, directrice de la stratégie de Bull, et Gérard Matheron, directeur de Medea+ Office. Au cours de cet entretien qui a eu lieu en juin dernier, les industriels ont présenté au ministre un document de référence expliquant l'importance stratégique de l'industrie microélectronique pour l'Europe, en insistant sur les aspects sociétaux de cette industrie. Intitulé *European Leadership in Nanoelectronics*, ce document, destiné principalement aux ministres et aux membres des parlements nationaux et européen, a été rédigé par les industriels impliqués dans le programme Medea+, mais a l'ambition de fédérer tous les acteurs et tous les programmes de R&D en microélectronique. Son message: «la compétition mondiale est rude, notre industrie peut aller plus loin, mais compte tenu des investissements à consentir, nous ne pourrions pas y arriver

seuls sans un soutien accru de l'Europe. Nos principaux concurrents américains et asiatiques sont, eux, fortement supportés par leurs gouvernements respectifs». Une rencontre entre industriels et ministre de l'Industrie a également eu lieu en Italie en octobre, et d'autres réunions analogues sont programmées en Allemagne et aux Pays-Bas, afin que ce message puisse être répercuté de la façon la plus efficace possible lors d'un prochain Conseil des ministres européens.

Avec la création de l'Eniac, la Commission européenne a d'ores et déjà reconnu implicitement que la microélectronique fera partie de ses priorités stratégiques dans le cadre du 7^e PCRD (parmi ces priorités figurent également les technologies de l'énergie, la sécurité automobile, les télécoms mobiles et la sécurité du territoire). Il reste toutefois encore à convaincre le Parlement et les ministres européens qu'une augmentation du budget dévolu à la R&D est une condition essentielle au maintien de la compétitivité européenne, conformément aux objectifs de Lisbonne, en 2000, et de Barcelone, en 2002. Le budget européen de R&D est de 3 milliards d'euros par an, dont 1 milliard d'euros pour les technologies de l'information, contre... 45 milliards d'euros par an pour la politique agricole commune (le budget total de l'Europe étant de 93 milliards d'euros par an).

Concernant la microélectronique, les industriels aimeraient voir naître une structure commune à Medea+ et au 7^e PCRD afin qu'un programme cohérent et global puisse voir le jour.

Jacques Marouani

(*) Même si la Commission commence à impliquer les industriels dans l'élaboration du Programme-cadre, Eureka, qui accueille le programme Medea+, permet aux industriels de proposer et de labelliser eux-mêmes leurs projets. C'est, en grande partie, cela qui explique son succès malgré les problèmes de financement rencontrés dans certains pays.

LE PROGRAMME MEDEA+ ENTRE DANS SA SECONDE PHASE

Après une première phase (2001-2004) marquée par de nombreuses restrictions budgétaires, au cours de laquelle 54 projets mobilisant 14 000 hommes x années ont vu le jour, la deuxième phase (2005-2008) de Medea+ va s'ouvrir, d'ici quelques semaines, sur d'importantes incertitudes en matière de financement. L'Europe sera-t-elle à la hauteur des exigences du secteur? Certains pays, qui avaient fermé, sinon réduit, le robinet des financements, tels que l'Italie, vont-ils à nouveau soutenir ce programme? Des réponses à ces questions dépendra en grande partie l'avenir de la microélectronique européenne. La première phase de Medea+ a été marquée par une montée en puissance, au niveau mondial, des trois acteurs européens du secteur, STMicroelectronics, Infineon et Philips Semiconductors, mais aussi par une désin-

dustrialisation importante de l'Europe dans le domaine de l'électronique. «En 2001, la Chine ne représentait encore que 9% de la production électronique mondiale, mais, l'an prochain, cette part devrait atteindre 14%», souligne Arthur Van der Poel, président de Medea+ et p-dg de Philips Semiconductors. Dans le même temps, les financements n'ont pas atteint les objectifs prévus. En France, ils sont de 30% inférieurs à ce qu'ils auraient dû être en 2003 (56 M€ en 2003 et de l'ordre de 60 M€ en 2004 sur une demande annuelle de 85 M€ à 90 M€ de la part des industriels). Aux Pays-Bas, le financement est de 25 M€ par an, en Espagne et en Suède il est de 5 M€ par an, et il est nul en Italie depuis deux ans. Ce qui laisse prévoir que le financement européen global de 4 milliards d'euros sur 8 ans (incluant la part des industriels) ne sera pas atteint.